



**Communiqué de presse
AG/1459**

Assemblée générale
65^e séance plénière – après-midi

AG/1459
1^{er} décembre 2003

**LE SOUTIEN A LA FEUILLE DE ROUTE ET LA CONDAMNATION DU
MUR DE SEPARATION DOMINENT LE DEBAT SUR LA QUESTION DE
PALESTINE A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Organisé en marge de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le débat consacré cet après-midi à l'examen de la question de Palestine a été l'occasion pour de nombreuses délégations de réaffirmer leur soutien à la Feuille de route initiée par le Quatuor –Etats-Unis, Fédération de Russie, Nations Unies et Union européenne- et présentée en juin 2003 aux parties israélienne et palestinienne. Ce débat a également été l'occasion de déplorer les faibles progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette Feuille de route en dépit de l'adoption, en novembre 2003, de la résolution 1515 du Conseil de sécurité qui avalise cette initiative de paix.

Intervenant en sa qualité de Président en exercice du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Représentant permanent du Sénégal, Papa Louis Fall, a dénoncé la poursuite des actes illégaux commis par la puissance occupante israélienne dans le Territoire palestinien occupé. Reconnaisant ensuite le droit légitime d'Israël à la sécurité, le Président du Comité a toutefois condamné sans équivoque la pratique des exécutions extrajudiciaires, l'augmentation du nombre d'implantations illégales et la construction du mur de séparation par Israël, actions qui préjugent mal du résultat de négociations futures sur le statut permanent et rendent pratiquement impossible la constitution d'un Etat palestinien contigu.

Israël entrave toute initiative d'apaisement de la tension entre les deux parties et a anéanti, au cours de ces trois années d'Intifada, toutes les perspectives de paix nées à Oslo en 1993, a dénoncé ensuite le Chef du Département politique de l'Organisation de libération de la Palestine, Farouk Kaddoumi. Le Premier Ministre Sharon prétend assurer la sécurité d'Israël depuis son arrivée au pouvoir, mais il n'y est pas parvenu, a-t-il fait valoir, estimant que cette politique sécuritaire masque en réalité une politique expansionniste caractérisée par le «mur de division raciste» qui confisque de facto de nouvelles terres palestiniennes. L'Observateur palestinien a également regretté que l'administration du Président Bush ait avalisé la politique sécuritaire de Sharon, notamment en isolant diplomatiquement le Président Arafat et en encourageant le terrorisme d'Etat israélien. Evoquant à son tour la mise en œuvre de la Feuille de route, le représentant de l'Algérie a proposé la création d'un

mécanisme de suivi de son exécution efficace qui pourrait prendre la forme d'une force multinationale d'interposition entre les deux parties.

En dépit du soutien accordé par la communauté internationale à la recherche d'une paix juste et durable dans le Moyen-Orient, trop peu d'efforts ont été fournis par les parties concernées pour saisir l'opportunité de paix que constitue la Feuille de route du Quatuor, a admis à son tour le représentant de l'Italie qui intervenait au nom de l'Union européenne. C'est pourquoi, le représentant a exhorté les deux parties à reprendre les négociations avant de condamner avec fermeté les attentats-suicides et tous les autres actes de violence commis ces derniers mois. L'Union européenne appelle en outre les parties à cesser les provocations qui pourraient conduire à une escalade, a dit le représentant, soulignant que l'Autorité palestinienne devait concrètement démontrer sa détermination dans le combat contre la violence extrémiste. Reconnaisant à son tour le droit d'Israël à assurer sa protection, le représentant de l'Union européenne s'est inquiété du risque de voir le tracé du «mur de séparation» compromettre la coexistence de deux Etats.

Outre les orateurs déjà mentionnés, les représentants des pays suivants se sont exprimés: Malte, République islamique d'Iran, Bahreïn, Emirats arabes unis, Tunisie, Liban, Malaisie, Bangladesh, Inde, Egypte et République démocratique et populaire lao.

L'Assemblée générale poursuivra son débat sur la question de Palestine demain, mardi 2 décembre à 10 heures, et se prononcera, à ce titre, sur quatre projets de résolution présentés par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

QUESTION DE PALESTINE

Règlement pacifique de la question de Palestine (A/58/416)

Le rapport du Secrétaire général est soumis en application de la résolution 57/110 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 2002. Il contient les réponses du Président du Conseil de sécurité et des parties concernées aux notes verbales envoyées par le Secrétaire général conformément à la demande figurant dans la résolution susmentionnée.

Le rapport comprend également les observations du Secrétaire général sur l'état actuel du conflit israélo-palestinien et sur les efforts menés au niveau international pour relancer le processus de paix afin de parvenir à un règlement pacifique. Parmi plusieurs observations, le Secrétaire générale se dit notamment convaincu qu'il faut maintenir le principe de parallélisme sur lequel repose la Feuille de route et que les précédentes tentatives de paix ont échoué parce qu'elles obéissaient à une logique séquentielle. A cet égard, il estime que la communauté internationale a un rôle crucial à jouer en ce qu'elle doit aider les parties à s'attaquer simultanément aux questions sécuritaires, économiques et politiques. En outre, il se

dit gravement préoccupé par le fait que les actes commis le sont au mépris des principes fondamentaux du droit international humanitaire, en particulier l'obligation de protéger les civils, qui sont à l'origine de la plupart de ces décès. Il rappelle à ce titre qu'il n'a cessé de condamner systématiquement tous les attentats terroristes commis contre Israël, estimant qu'ils étaient immoraux et ne faisaient nullement avancer la cause palestinienne. Il affirme également qu'il a exhorté le gouvernement israélien à s'abstenir de recourir de manière excessive et disproportionnée à la force létale dans les zones habitées par les civils et l'a engagé à prendre, conformément au droit international humanitaire, des mesures pour assurer la protection des civils palestiniens. Par ailleurs le Secrétaire général demande entre autres à la communauté internationale de fournir les ressources nécessaires pour financer les programmes des Nations Unies qui doivent permettre de remédier à la détérioration de la situation économique et humanitaire du peuple palestinien, et l'engage en particulier à fournir à l'UNRWA des ressources adéquates pour qu'il puisse continuer à assurer les services nécessaires aux réfugiés palestiniens, précisant que l'assistance des donateurs revêt une importance cruciale en cette période où la situation humanitaire est particulièrement critique.

Projets de résolution

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (A/58/L.23)

L'Assemblée générale, se félicitant de la présentation officielle par le Quatuor de la feuille de route en vue d'un règlement permanent du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États, et réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies a une responsabilité permanente à assumer en ce qui concerne la question de Palestine jusqu'à ce que celle-ci soit réglée sous tous ses aspects de manière satisfaisante et dans le respect de la légitimité internationale, sait gré au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de ce qu'il fait pour s'acquitter des tâches qu'elle lui a confiées et prend note de son rapport annuel.

L'Assemblée prie en outre le Comité de continuer à ne ménager aucun effort pour promouvoir la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, appuyer le processus de paix au Moyen-Orient et mobiliser l'aide et l'appui de la communauté internationale en faveur du peuple palestinien.

Elle prie également le Comité de continuer à suivre l'évolution de la question de Palestine et de lui présenter un rapport et des suggestions, ainsi qu'au Conseil de sécurité ou au Secrétaire général, selon qu'il conviendra.

L'Assemblée invite enfin tous les gouvernements et toutes les organisations à prêter leur concours au Comité dans l'exécution de ses tâches.

Division des droits des Palestiniens (Secrétariat) (A/58/L.24)

Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, considère que la Division des droits des Palestiniens (Secrétariat) continue d'apporter une contribution utile et constructive et prie le Secrétaire général de continuer de lui fournir les ressources dont elle a besoin. L'Assemblée prie également le Secrétaire général de veiller à ce que la Division poursuive ses travaux tels qu'ils sont décrits dans les résolutions pertinentes et en consultation avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. La Division doit continuer de mettre au point et de développer le système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine, d'établir et faire diffuser le plus largement possible des publications et documents d'information sur divers aspects de la question de Palestine, et d'exécuter le programme annuel de formation destiné au personnel de l'Autorité palestinienne.

Enfin, l'Assemblée prie le Comité et la Division, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre, de continuer d'organiser une exposition annuelle sur les droits des Palestiniens, en coopération avec la Mission permanente d'observation de la Palestine.

Programme d'information spécial sur la question de Palestine du Département de l'information du Secrétariat (A/58/L.25)

Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale considère que le programme d'information spécial du Département de l'information du Secrétariat sur la question de Palestine est très utile en ce qu'il aide à sensibiliser la communauté internationale à la question de Palestine et à la situation au Moyen-Orient en général. Elle prie ce Département, agissant en coopération et coordination étroites avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, de continuer à exécuter le programme d'information spécial jusqu'à la fin de l'exercice biennal 2003-2004. A ce titre, l'Assemblée prie le Département de l'information, entre autres mesures, de diffuser des informations sur toutes les activités du système des Nations Unies touchant la question de Palestine, d'étoffer sa documentation audiovisuelle sur la question, d'organiser et d'aider à organiser, à l'intention des journalistes, des missions d'information dans la région, ainsi que des rencontres ou colloques internationaux, régionaux et nationaux.

Règlement pacifique de la question de Palestine (A.58.L.26/Rev.1)

L'Assemblée générale, affirmant que la construction par Israël d'un mur dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et ses alentours, est contraire aux dispositions pertinentes du droit international, et gravement préoccupée

devant les souffrances et le nombre croissant de victimes tant du côté palestinien qu'israélien, la perte de confiance des deux côtés et la situation critique dans laquelle se trouve le processus de paix au Moyen-Orient, réaffirme la nécessité de parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine et d'intensifier tous les efforts à cette fin.

Elle réaffirme également son plein appui au processus de paix du Moyen-Orient et aux accords en vigueur entre les parties israélienne et palestinienne et souligne la nécessité d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, se félicitant à cet égard des efforts déployés par le Quatuor.

L'Assemblée demande en outre aux deux parties de s'acquitter de leurs obligations en application de la Feuille de route en prenant des mesures parallèles et réciproques à cet égard, et souligne qu'il importe de créer d'urgence un mécanisme crédible et efficace de surveillance par des tiers, y compris tous les membres du Quatuor.

Elle demande également aux parties concernées, au Quatuor et aux autres parties intéressées, de ne ménager aucun effort et de déployer toutes les initiatives nécessaires pour arrêter la détérioration de la situation et rapporter immédiatement toutes les mesures prises sur le terrain depuis le 28 septembre 2000, et d'assurer la reprise effective et rapide du processus de paix et la conclusion d'un règlement pacifique final.

L'Assemblée souligne la nécessité d'assurer le retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967 et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien dont, au premier rang, le droit à l'autodétermination et le droit de créer un État indépendant, et de régler le problème des réfugiés palestiniens conformément à sa résolution 194 (III) du 11 décembre 1948.

Elle prie enfin instamment les Etats Membres d'intensifier l'aide économique, humanitaire et technique qu'ils offrent au peuple palestinien et à l'Autorité palestinienne durant cette période critique pour aider à alléger les souffrances du peuple palestinien, reconstruire l'économie et l'infrastructure palestiniennes, et appuyer la restructuration et la réforme des institutions palestiniennes.

Déclarations

S'exprimant au nom du Comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien, et présentant les projets de résolution A/58/L.27 et A/58/L.28, M. PAPA LOUIS FALL (Sénégal) a déploré que pratiquement aucun progrès n'ait été accompli dans la mise en œuvre de la Feuille de route du Quatuor, la puissance occupante israélienne ayant poursuivi ses actes illégaux dans le Territoire occupé. Tout en reconnaissant le droit légitime d'Israël à la sécurité, le Comité condamne sans équivoque sa politique et sa pratique d'exécutions extrajudiciaires, qui sont inadmissibles au regard du droit

international humanitaire. La politique d'Israël consistant à élargir les implantations illégales et à construire le mur de séparation préjuge du résultat de négociations futures sur le statut permanent et rend pratiquement impossible la constitution d'un Etat palestinien contigu, a ajouté M. Fall. Las de cette escalade de la violence, en particulier durant les trois dernières années, et découragés par le manque de progrès dans les négociations de paix, d'éminentes personnalités de la société civile israélienne et palestinienne se sont rapprochées, a-t-il poursuivi, afin d'explorer d'autres voies susceptibles de mettre fin à l'impasse. Le Comité, a rappelé son Président, a demandé que les dispositions de la Feuille de route soient mises en œuvre sérieusement et qu'Israël mette fin à tous les actes d'intimidation et de harcèlement à l'égard des Palestiniens, arrête la construction du mur de séparation et l'élargissement des implantations.

M. VICTOR CAMILLERI, Rapporteur du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, résumant le rapport du Comité, s'est dit préoccupé par le manque d'avancées dans le processus de paix et par l'absence de progrès tangibles en ce qui concerne les questions de sécurité dans la région. A cet égard, il a insisté sur la nécessité pour le Conseil de sécurité de jouer un rôle clef en encourageant la création d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Feuille de route et de la protection de la population palestinienne, notamment par le biais d'un déploiement d'observateurs internationaux. En outre, le Rapporteur a souligné la ferme opposition du Comité à la construction illégale du mur par la puissance occupante et a rappelé au Gouvernement israélien les effets dévastateurs immédiats et à long terme d'une telle entreprise sur la vie quotidienne des Palestiniens ainsi que sur les efforts internationaux de règlement pacifique du conflit, selon la vision indiquée dans la Feuille de route. A cet égard, il a appelé la communauté internationale, et plus particulièrement le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, à réfléchir aux moyens de mettre un terme à l'annexion *de facto* de la terre palestinienne ainsi qu'à la construction du mur par la puissance occupante. Enfin, le Rapporteur a salué les efforts déployés par les organisations de la société civile pour prêter assistance au peuple palestinien et mobiliser l'opinion publique sur cette question et a également demandé à l'Assemblée générale de réaffirmer son appui au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

M. FAROUK KADDOUMI, Chef du Département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), intervenant au nom de la mission d'observation de la Palestine auprès des Nations Unies, a déploré que depuis trois ans, Israël se soit employé à détruire les acquis d'Oslo, en particulier depuis le début de la seconde Intifada en septembre 2000. Israël entrave toute initiative d'apaisement de la tension entre les deux parties, a-t-il déclaré ensuite, regrettant la poursuite de la construction du mur de séparation, des colonies de peuplement, et l'entrave posée au retour des réfugiés. Le Premier Ministre Sharon prétend assurer la sécurité d'Israël depuis son arrivée au pouvoir, mais il n'y est pas parvenu, a fait valoir M. Kaddoumi, estimant que cette politique sécuritaire masque en réalité une politique expansionniste caractérisée par le mur de séparation qui confisque *de facto* des terres palestiniennes. Regrettant également que le Président Bush ait avalisé la politique sécuritaire de Sharon, il a rappelé que la politique des Etats-Unis avait été partielle depuis les trois dernières années. Yasser Arafat a été tenu pour responsable

de l'échec des négociations de Camp David, en 2000, alors que par la suite, on a appris que des membres de la délégation du Premier Ministre Barak avaient volontairement refusé de remettre certains documents clefs aux Palestiniens. M. Barak est le vrai responsable de cet échec, a indiqué M. Kaddoumi.

La résistance palestinienne est l'affirmation d'une présence politique d'une population vivant sous occupation, a déclaré M. Kaddoumi, assurant que l'Intifada persisterait tant que l'occupation durerait dans sa forme actuelle. Il a invité les Etats-Unis à cesser d'encourager le terrorisme d'Etat et l'agression israélienne au Moyen-Orient en apportant un soutien décisif à la Feuille de route. Paradoxalement, les Etats-Unis prétendent lutter contre le terrorisme dans le monde et détruisent l'esprit de multilatéralisme, a souligné M. Kaddoumi, s'interrogeant sur les motivations du Président Bush qui disqualifie le Président Arafat, le premier à avoir conclu un accord avec Israël, et lutte contre les populations arabes. Israël doit accepter l'invitation des Palestiniens à une nouvelle trêve, a estimé M. Kaddoumi, qui a appelé à mettre fin à la construction du «mur de division raciste» et aux colonies de peuplement et à les démanteler, mesures qui sont essentielles à la reprise de négociations.

S'exprimant au nom de l'Union européenne, des pays candidats et des pays associés, M. ALDO MANTOVANI (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation au Moyen-Orient et a souligné que, en dépit du soutien accordé par la communauté internationale à la recherche d'une solution juste et durable, trop peu d'efforts avaient été fournis par les parties concernées pour saisir l'opportunité de paix que constitue la Feuille de route du Quatuor. C'est pourquoi, l'Union européenne a exhorté ces mêmes parties à reprendre les négociations, faute de quoi ses relations avec ces parties en seraient inévitablement affectées. Le représentant a souligné que l'Union condamnait avec fermeté les attentats-suicides et tous les autres actes de violence commis ces derniers mois, appelant les belligérants à cesser les provocations qui pourraient conduire à une escalade. Conformément à la Feuille de route, estime l'Union européenne, l'Autorité palestinienne devrait concrètement démontrer sa détermination à combattre la violence extrémiste. Cependant, tout en reconnaissant le droit d'Israël à assurer sa protection, L'Union européenne exige du Gouvernement israélien qu'il respecte le droit international en la matière, en particulier les dispositions relatives au respect des droits de l'homme et à la quatrième Convention de Genève. Elle s'inquiète par ailleurs que le tracé du mur «dit de séparation» ne compromette la coexistence de deux Etats et a appelé enfin Israël à mettre fin à sa politique de peuplement et à démanteler immédiatement ses implantations.

M. ABDALLAH BAALI (Algérie) a affirmé que son pays tenait à réitérer sa condamnation énergique des pratiques inhumaines perpétrées par l'armée israélienne contre les Palestiniens, ainsi qu'à rappeler son soutien ferme à la lutte héroïque que mène ce peuple fier pour réaliser ses droits inaliénables. Le représentant a en outre estimé qu'Israël commettait aujourd'hui les pires actes aux fins d'imposer de nouvelles exigences sécuritaires irréalistes à une autorité palestinienne pratiquement anéantie, dont le Chef, le Président Arafat démocratiquement élu, faisait l'objet d'une décision d'expulsion aussi scandaleuse que contraire au droit. Il a également

affirmé qu'Israël, en poursuivant sa politique d'implantations illégales de colonies de peuplement, redessinaient en fait sur le terrain une nouvelle cartographie des territoires occupés et s'appropriait, à chaque fois, de nouvelles terres pour satisfaire sa boulimie territoriale. En construisant un mur expansionniste dans les territoires palestiniens occupés, a-t-il poursuivi, Israël commet un crime de plus contre le peuple palestinien qui participe de la même volonté de repousser davantage les limites de son espace territorial. Le représentant a en outre souligné que la poursuite de la construction de ce mur constituait une menace directe à la paix et anéantissait les chances physiques de la création future d'un Etat palestinien indépendant et vidait ainsi de sa substance même la Feuille de route que le Conseil de sécurité vient, enfin, d'endosser par sa résolution 1515 (2003). Enfin, il a estimé que, face à cette situation, la communauté internationale se devait d'agir sans tarder et a suggéré que, pour que le mécanisme destiné à veiller à l'exécution de la Feuille de route soit efficace, il pourrait prendre la forme d'un déploiement d'une force multinationale d'interposition entre les deux parties en vue de garantir la stabilité dans la région et de superviser le respect des engagements réciproques.

M. MEHDI DANESH-YAZDI (République islamique d'Iran) a dénoncé les atteintes aux droits des Palestiniens dans les territoires occupés et les destructions massives, de même que la construction du mur de séparation. En trois ans d'Intifada, chaque jour, trois personnes sont tuées et 43 autres blessées, a déploré M. Danesh-Yazdi, soulignant que le bouclage et le couvre-feu avaient également affecté les conditions de vie sociales et économiques des Palestiniens. Le représentant a également rejeté les arguments sécuritaires du Gouvernement israélien qui pratique un terrorisme d'Etat pour réprimer la résistance légitime du peuple palestinien. Israël continue d'occuper davantage de terres palestiniennes, a poursuivi le représentant iranien, réitérant le soutien de son pays au droit des Palestiniens à l'autodétermination et au droit au retour. L'abus du droit de veto au sein du Conseil de sécurité a encouragé les Israéliens à continuer leurs politiques d'occupation et de répression contre les Palestiniens, a dénoncé ensuite M. Danesh-Yazdi, demandant à la communauté internationale d'apporter son soutien aux efforts visant à établir un Etat palestinien avec Al-Qods-Al-Sharif comme capitale.

M. TAWFEEQ AHMED ALMANSOOR (Bahreïn) a salué les efforts déployés par le Comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien pour parvenir à une paix durable au Moyen-Orient. Il a ensuite déploré le fait qu'Israël continue d'entretenir une situation volatile dans la région, en encourageant sa politique de peuplement, en imposant des couvre-feux et en exerçant une force aveugle et excessive à l'encontre des populations palestiniennes. A ce sujet, la délégation a dénoncé l'utilisation par Israël de certaines munitions et d'hélicoptères de combat, qui conduisent à des rapports de force complètement déséquilibrés sur le terrain. Par ailleurs, alors que le rapport Mitchell avait exigé le gel des colonies de peuplement, Israël en construit toujours davantage, notamment en Cisjordanie, agrandit celles déjà existantes et établit des postes d'observation, en contradiction avec les recommandations de la Feuille de route et de la résolution 1446 du Conseil de sécurité, qui stipule pourtant que ces colonies n'ont aucune base juridique. Leur distribution géographique constitue d'ailleurs un obstacle au développement économique des territoires palestiniens, a ajouté le représentant du Bahreïn.

Concluant que le mur de séparation devait être détruit, puisqu'il empêche l'accès à l'eau potable et entrave le mouvement des biens et des services, il a précisé que la poursuite de son édification, en violation de la Ligne verte, compromettrait la paix et ne ferait qu'accroître la souffrance du peuple palestinien à l'avenir.

M. ABDULAZIZ NASSER AL-SHAMSI (Emirats arabes unis) a réaffirmé le soutien et la solidarité de son pays à l'égard du peuple palestinien et son juste combat en vue de réaliser ses aspirations de créer un Etat indépendant, comme tous les autres peuples du monde. La persistance et la détermination des gouvernements israéliens successifs, y compris le gouvernement actuel, à poursuivre une politique de colonisation, d'expansionnisme et d'établissement de colonies illégales, qui ont eu pour conséquence «la confiscation de terres, des crimes génocidaires de grande ampleur qui ont causé la mort de centaines de milliers de Palestiniens innocents», constituent, aux termes du droit international humanitaire et des conventions en la matière, des crimes de guerre qui ne devraient pas être étouffés, a ajouté M. Al-Shamsi. Les Emirats arabes unis, qui considèrent que la question palestinienne est au cœur du conflit entre Israël et le Moyen-Orient, réitèrent leur condamnation des violations israéliennes, qui sont la cause directe de l'échec des négociations de paix, parvenues à une impasse. Ils réaffirment aussi qu'il incombe aux Nations Unies, en particulier au Conseil de sécurité et à ses membres actifs, ainsi qu'à ceux du Quatuor, de mettre fin à l'agression israélienne, et de garantir la mise en place d'une solution juste à cette question, basée sur le droit international et les résolutions de l'ONU, en particulier les résolutions 242, 338 et 1397, et la dernière résolution 1515 du Conseil de sécurité, qui mérite d'être soulignée au regard du soutien politique qu'elle apporte à la Feuille de route, conformément à l'Initiative arabe de paix de Beyrouth, de 2001.

M. BEN MUSTAPHA (Tunisie) a estimé que la situation au Proche-Orient exigeait la mobilisation de toute la communauté internationale, afin de garantir la coexistence pacifique entre tous les peuples de la région. Le représentant a également rappelé que les résolutions 1397 et 1515 soulignaient notamment la nécessité de mettre en œuvre la Feuille de route pour mettre fin au conflit et pour concrétiser la vision de deux Etats coexistants en paix et en sécurité. Convaincu que l'instauration d'une paix juste et durable exigeait le retrait total du Golan syrien, le représentant a appelé la communauté internationale à tirer les leçons de ces dix dernières années et a jugé essentiel le rôle du Quatuor dans la mise en œuvre de la Feuille de route. Il s'est cependant dit particulièrement préoccupé par la construction du mur de séparation, estimant qu'il empêchait tout espoir de règlement pacifique du conflit. Le représentant a par ailleurs estimé que la nécessité de traiter la situation humanitaire du peuple palestinien était une responsabilité collective de la communauté internationale et a appelé les Nations Unies à réactiver leur rôle dans la résolution de cette question et dans le soutien au peuple palestinien afin de redonner vie aux valeurs de la solidarité et de la tolérance dans la région.

M. SAMI KRONFOL (Liban), rappelant les différentes étapes de la partition de la Palestine, prévues dans la résolution 181 de l'Assemblée générale, et déplorant que cette partition résulte de la compassion européenne provoquée par l'extermination des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, a condamné la

confiscation progressive des biens palestiniens par Israël depuis 1948. Cette question devient de plus en plus complexe, a-t-il dit ensuite, regrettant que les résolutions du Conseil de sécurité ne soient pas appliquées par Israël qui persiste à ne pas respecter les droits des Palestiniens. Depuis sa création, Israël a poursuivi une stratégie mise en œuvre par les dirigeants successifs et visant à augmenter la population juive dans la région, à développer les colonies de peuplement, et à confisquer les terres et ressources en eau des populations arabes. Par ailleurs, a-t-il dénoncé, les pays occidentaux ont aidé Israël à développer son arsenal militaire et ont entériné le refus par Israël du droit au retour des réfugiés palestiniens. Insistant sur le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat, le représentant libanais a invité la communauté internationale à exercer les pressions sur Israël afin de le contraindre à honorer ses obligations au regard du droit international, avant de qualifier Israël d'Etat d'occupation et d'Etat illégal. La Feuille de route et l'Initiative de Genève ne constituent que des points de départ à une négociation, a jugé ensuite le représentant libanais, considérant que ces deux documents ne comportent aucune mention du droit des populations arabes et palestinienne.

Réaffirmant le ferme soutien de son pays au peuple palestinien et à ses dirigeants, M. RASTAM MOHD ISA (Malaisie) s'est déclaré préoccupé par le régime inhumain imposé aux Palestiniens. Il a regretté qu'Israël invoque les prétextes de la guerre contre le terrorisme et de la protection et de la sécurité afin de justifier sa politique d'exactions à l'encontre des populations palestiniennes. Si la violence infligée des deux côtés appelle une égale condamnation, la Malaisie a affirmé qu'elle résultait certainement de la politique d'occupation du Gouvernement israélien, qui doit désormais démontrer à la communauté internationale son attachement à une solution pacifique plutôt qu'à une solution militaire. La Malaisie, tout en condamnant la violence terroriste, dénonce les exactions commises par le Gouvernement israélien et la construction illégale d'un mur de séparation, qui viole la quatrième Convention de Genève. Ajoutée aux politiques de peuplement, elle compromet la mise en œuvre effective de la Feuille de route et pourrait remettre en question l'avenir d'un Etat palestinien. En conclusion, le représentant a attiré l'attention sur le fait qu'environ 6 500 prisonniers palestiniens sont aujourd'hui détenus dans les cellules israéliennes et que 687 autres sont en détention administrative, dont 350 sont des enfants âgés de 13 à 14 ans.

M. IFTEKHAR AHMED CHOWDHURY(Bangladesh) a réaffirmé la solidarité de son pays avec la lutte légitime du peuple palestinien, déplorant à ce titre les violations du droit international par Israël. De plus, il a estimé que la construction du mur représentait un obstacle supplémentaire à la paix. Le Bangladesh a toujours été fermement attaché à tous les efforts qui visent à promouvoir une paix juste et durable dans la région, a-t-il poursuivi, faisant valoir la nécessité de garantir la sûreté et la sécurité de Yasser Arafat afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place de la paix.

M. ANEIL MATHRANI(Inde) a rappelé que les possibilités de changement au Moyen-Orient apparues au début de l'année, comme la déclaration d'un cessez-le-feu par les organisations palestiniennes, avaient déraillé après la flambée de violences d'août 2003. L'Inde est inquiète du nombre de victimes, soit plus de 2

800 Palestiniens et plus de 800 Israéliens, et condamne sans réserve les attaques exercées à l'encontre des populations civiles non armées, a indiqué son représentant. Ce recul dans la recherche d'une paix n'est pas resté sans effets négatifs sur la situation humanitaire dans les territoires occupés où, selon un rapport de la Banque mondiale en date de mai 2003, plus de 92 000 Palestiniens ont perdu leur emploi et le revenu réel a diminué de 46%, avec pour corollaire le fait que 60% de la population vit désormais en dessous du seuil de pauvreté. Déplorant que six fonctionnaires de l'UNWRA aient perdu la vie au cours de l'année écoulée, l'Inde a dénoncé les conditions dans lesquelles ils sont amenés à travailler. Enfin, le représentant a déclaré que la poursuite de l'implantation et de la construction du mur de séparation ne sauraient se poursuivre. La clef d'un règlement durable juste et pacifique du conflit exige au contraire des parties concernées une mise en œuvre rapide de la Feuille de route du Quatuor, qui implique à l'avenir la coexistence pacifique de deux Etats vivant côte à côte.

M. AMR ABOUL ATTA (Egypte) a déploré que la violence et la contre-violence aient caractérisé récemment les rapports israéliens et palestiniens. Se félicitant par ailleurs du lancement de la Feuille de route et de l'appui universel qu'elle avait obtenu, le représentant a fait valoir les efforts entrepris par son pays pour que se concrétise la vision de deux Etats voisins vivant en paix. Cependant, il a déploré qu'en dépit de l'espoir engendré par cette initiative, les situations tragiques aient persistées. Il a estimé que le règlement pacifique du conflit devrait être basé sur l'existence d'un Etat palestinien libre et indépendant. Cela exige l'engagement sincère de toutes les parties, a-t-il poursuivi. Israël doit notamment mettre un terme aux implantations de colonies de peuplement ainsi qu'à la construction du mur et au recours à la force. Enfin, le représentant a jugé fondamental de mettre en place un mécanisme de suivi de l'application de la Feuille de route.

M. ALOUNKEO KITTIKHOUN (République populaire démocratique lao), s'inquiétant de la dégradation de la situation au Moyen-Orient, a demandé aux parties concernées par le conflit de faire preuve de la plus grande retenue possible et de poursuivre les négociations afin de mettre en œuvre la Feuille de route ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, sur la base du principe « terre contre paix ». La meilleure façon de mettre fin à la violence est de faire en sorte que les parties parviennent à un accord de paix durable, a-t-il poursuivi, soulignant combien il était essentiel à cet égard d'encourager toutes les avancées en ce sens. En outre, le représentant a fait valoir le soutien de son pays au peuple palestinien et à son droit à l'autodétermination. Il a enfin insisté sur la nécessité de mettre tous les moyens en œuvre pour trouver des solutions pacifiques au conflit.

* *** *